



Stéphanie JACQ-MOREAU AVOCATE

Inscription au barreau 1^{er} février 1999

PARCOURS

- · SELARL S.JM AVOCATS: Avocate associée Gérante
- · Membre du Conseil de l'ordre du barreau de Nantes de 2016 à 2020
- Cabinet d'avocats SEBAN et ASSOCIES, (1999 à 2006) : Avocate, Pôle « Construction, Maîtrise d'ouvrage publique »
- · Cabinet d'avocats HUGLO-LEPAGE, Paris, (1996/1997) Juriste, Stage en alternance
- Ecole de Formation du Barreau de PARIS (1998) : Certificat d'Aptitude à la profession d'avocat
- · DESS Urbanisme, Aménagement, Habitat & Marchés Publics, (PARIS I Panthéon-Sorbonne 1997)
- · Maîtrise en Droit Public des Affaires, (PARIS I Panthéon-Sorbonne 1996)

TYPOLOGIE DES PRINCIPAUX CLIENTS

- · Collectivités et établissements publics nationaux ou territoriaux
- Entreprises privées : Sociétés de promotion immobilière, de construction-vente, Architectes, Cabinets de maitrise d'œuvre, fondations, SCI, maîtres d'œuvrages privés, etc.
- · Entreprises publiques
- Compagnie d'assurance de collectivités locales (cabinet référencé en dommages aux biens, protection juridique, droit de la construction auprès du groupe MAIF / SMACL)
- Organismes de formation professionnelle: INSET, TERRITORIAL, Groupe LE MONITEUR, Ecoles du Barreau

PRINCIPAUX CHAMPS D'INTERVENTION

URBANISME/AMENAGEMENT

- Opérations d'aménagement et requalification urbaine : assistance des porteurs de projets : études urbaines pré-opérationnelles et de faisabilité, aide au choix des procédures, sécurisation des actes et des montages contractuels en particulier dans le domaine de la requalification urbaine. Ingénierie Juridique de situations immobilières complexes (grands ensembles, copropriétés complexes, divisions en volumes, recyclage foncier), montages opérationnels (concession, cessions avec charges, mandat).
- **Urbanisme réglementaire :** sécurisation juridique du montage de projets pour les maitres d'ouvrages publics ou privés, contentieux des autorisations et des documents d'urbanisme, droit pénal de l'urbanisme, droit de l'environnement, urbanisme commercial.
- **Préemption et expropriation** : prise en charge des contentieux administratifs et judiciaires.

DROIT PUBLIC ECONOMIQUE

- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion de projets et d'équipements publics : audits de contrats (DSP), étude des montages contractuels adaptés, négociation et mise au point des contrats, en particulier dans le domaine de l'aménagement, du traitement des déchets et des équipements culturels.
- Commande publique : sécurisation des procédures de consultation et contentieux contractuel
- Domanialité publique : étude des régimes de domanialité, mise au point des conventions d'occupation

CONSTRUCTION/ ASSURANCES/ OPERATIONS IMMOBILIERES

- Mise au point des marchés, et des contrats, assistance à la rédaction des documents contractuels.
- Responsabilité et garanties des constructeurs/architectes : assistance des maîtres d'ouvrages aux fins de prise en charge des désordres, expertises judiciaires, contentieux indemnitaires et des assurances.
- **Droit des assurances** : assurances-construction, dommages aux biens, (avocat référent d'une mutuelle d'assurance spécialisée auprès des collectivités locales).

ACTIONS DE FORMATION / PUBLICATIONS

INSET: Formateur d'agents publics en matière d'opérations d'aménagement et de requalification urbaine

TERRITORIAL: Formations d'agents publics en matière de droit de l'urbanisme et de l'habitat

ANIL : Formations des juristes des ADIL ; procédures administratives, droit de la copropriété

Editions LE MONITEUR : Guide des procédures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux (éd 2021) ; Code Pratique du Patrimoine (coauteure), articles réguliers sur l'actualité du droit de l'habitat (Opérations immobilières, Gazette des Communes)

DIHAL/DHUP/ANAH: Rédaction de guides méthodologiques à l'attention des agents publics

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

ASSOCIATION DES SITES ET CITES REMARQUABLES : membre du collège d'experts

.